



Le grand **débat national**

RÉUNION D'INITIATIVE LOCALE
Animée par Thomas MESNIER, Député de la 1^{ère} circonscription de Charente

« Fiscalité et dépenses publiques »

Gond-Pontouvre
23 février 2019

RESTITUTION

01 – Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?

- Chaque collectivité devrait justifier de l'ensemble de ses dépenses très clairement. Le budget de l'agglomération par exemple est peu compréhensible pour une personne qui n'a pas été élue pendant plusieurs années. Simplifier la lecture avec des lignes claires, des mots clairs et pas des terminologies complexes.
- Présentation dans les départements, par les représentants de la nation, des budgets de l'État.
- Organisation d'une réunion publique annuelle de présentation du budget à la population par la municipalité, en complément du bulletin communal.
- Systématisation de l'affichage du coût réel des services dont bénéficient les usagers (transports en commun, inscriptions scolaires, coût des repas de cantine, etc.)
- Reproduction pour chaque déclaration de revenu du tableau fourni sur le document du questionnaire « Ce que financent 1000 euros de dépenses publiques ».
- Assurer plus de transparence sur l'utilisation des taxes, impôts, cotisations (traçabilité).
- Sur les projets locaux, qui vont mobiliser les finances locales, une meilleure information et une meilleure concertation devraient être menées (ex : BHNS, LGV, passerelle de Basseau, ...) et mieux identifier le coût (part des impôts) et l'avantage qu'on en retire.

02 – Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et efficace ?

- Les participants s'accordent sur le fait que l'impôt est incontournable et qu'il faut le payer. Pour cela il faut qu'il soit juste et proportionnel aux capacités contributives de chacun.
- Une partie des participants demande à ce que chacun paye l'impôt et a minima l'euro symbolique. L'autre partie évoque le surcoût que cela engendrerait (le coût du recouvrement serait d'environ soixante euros et donc ceux qui sont soumis à l'impôt devraient encore être plus imposés pour financer ce surcoût).
- Contrôle de l'affectation des taxes et impôts.
- Baisser la TVA sur les produits de première nécessité et compenser en augmentant la TVA sur les produits de luxe.
- Lier la TVA au coût environnemental des produits : une TVA faible sur les produits à circuit court et l'augmenter sur les produits au coût environnemental élevé.
- Réétudier les niches fiscales et avantages fiscaux à certaines catégories (dans certains secteurs ou certaines professions comme dans le journalisme...), voir en supprimer. Certaines doivent être maintenues, notamment concernant les aides à domiciles. Éventuellement mettre un seuil aux niches fiscales.
- Ajout de tranches fiscales sur les tranches hautes.
- Limiter les effets de seuil.
- Lutter contre l'évasion fiscale qui représente 80 à 100 milliards d'euros par an.
- Lutter contre la fraude aux allocations familiales et à la sécurité sociale.
- Supprimer les taxes qui rapportent moins qu'elles ne coûtent à prélever.
- Revoir la fiscalité sur les droits de succession qui parfois peut s'avérer trop lourde.

-Un participant évoque de réinstaurer l'ISF mais un autre souligne qu'avec 4 milliards d'euros, cela reste marginal face aux enjeux.

-Mettre une fiscalité qui ne favorise pas le cumul de patrimoine : « Travailler et acquérir est une chose, hériter en ligne directe en est une autre ».

-La suppression de la taxe d'habitation sera intégralement compensée auprès des communes, ce qui représente une dépense supplémentaire pour l'état. Il ne faudrait pas que la recette en question ne soit prise que sur une partie de la population alors qu'avant, tout le monde payait la TH.

-Révision des bases : Les taxes locales sont profondément injustes, les bases datent de 1971. Aujourd'hui, les logements ont bien changé. Théoriquement, les modifications et travaux sont déclarés, ce qui permet d'ajuster la base ; les citoyens doivent le faire.

03 – Afin de réduire le déficit public de la France qui dépense plus qu'elle ne gagne, pensez-vous qu'il faut avant tout :

- Réduire la dépense publique
- Augmenter les impôts
- Faire les deux en même temps**
- Je ne sais pas

Les participants optent majoritairement pour faire les deux en même temps. Les besoins de dépense vont croissants, (budgets de la justice, de la dépendance, de la santé, de la défense, etc.). Ces dépenses grandissantes, imposeront (à côté des éventuelles économies) des recettes grandissantes.

Certains participants souhaitent diminuer le nombre de députés, de sénateurs ; d'autres au contraire évoquent la réponse que cela apporte en matière de représentation. L'ensemble de nos institutions (Gouvernement, Assemblée nationale, Sénat, etc.) représente un coût d'1,58 euro par mois par habitant. Une interrogation se pose plus particulièrement sur les sénateurs dont les missions semblent plutôt floues et qui ne rendent pas compte aux citoyens (étant élus par les élus locaux).

La fusion des régions n'a pas été source d'économie et la suppression des départements sont évoquées. Il faut globalement diminuer le nombre d'échelons, et préserver la notion de proximité.

04 – Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?

Baisser la TVA sur certains produits de première nécessité et augmenter celle sur d'autres produits comme les produits de luxe.

-Les droits de succession.

-La CSG / La réindexation des retraites sur l'inflation.

05 – Afin de baisser les impôts et réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ?

- Les dépenses de l'État
- Les dépenses sociales
- Les dépenses des collectivités territoriales
- Je ne sais pas

Les participants évoquent que la question n'est pas réellement de supprimer des dépenses publiques in abstracto ; ces dépenses sont utiles. Cependant certaines mesures peuvent être mises en place pour les rendre plus efficaces et donc moins lourdes budgétairement dans différents domaines.

En matière de santé par exemple, les français sont devenus des consommateurs de santé, pour qui il y a des droits mais plus de devoirs.

- Rendre les patients acteurs et les inscrire dans une logique de prévention.
- Des frais peuvent être très différents d'un endroit à l'autre (secteur non conventionné).
- Clarifier les arrêts maladies, les transports sanitaires, les règles d'accueil aux urgences.
- Renforcement de contrôles

06 – Parmi les dépenses de l'État et des collectivités territoriales, dans quels domaines faut-il faire avant tout des économies ?

L'éducation et la recherche
Les transports
La défense
L'environnement
La sécurité
La politique du logement

-Les propositions formulées sont trop restrictives. Les participants appellent à une meilleure répartition, à plus d'efficacité et à la suppression des millefeuilles, notamment concernant les compétences croisées ou partagées.

07 – Afin de financer les dépenses sociales, faut-il, selon vous :

Reculer l'âge de la retraite ? NON
Augmenter les impôts ? NON
Augmenter le temps de travail ?
Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales ? OUI

08 – Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?

Les dépenses de protection sociales faites actuellement sont des dépenses utiles.

SANTÉ

-Les services de santé doivent être préservés voire renforcés pour répondre aux besoins d'accès aux soins, notamment aux urgences.

ÉDUCATION

-Les participants identifient l'éducation nationale comme une priorité. Il est relevé l'importance de renforcer les moyens de l'école qui peut réduire les inégalités et assurer l'avenir de nos enfants. Un questionnement est soulevé concernant le nombre d'inscriptions croissant dans les établissements privés qui pourrait être lié à un manque de moyens dans le public.

- Les jeunes : bénéficient de bourses mais parfois insuffisante (il faut le logement, la nourriture, etc.). Cela conduit certains jeunes interrompre leurs études même si la France reste, sur ce plan, l'un des pays qui favorise le plus à l'enseignement supérieur.

DÉPENDANCE

-La dépendance notamment pour les personnes âgées est insuffisamment prise en charge. Les EHPAD sont encore trop souvent des lieux où les besoins ne peuvent pas toujours être correctement satisfaits et représentent un coût important pour les résidents et leurs familles.

POLITIQUE DE L'EMPLOI

Le service public de l'emploi, notamment Pôle Emploi, doit être amélioré. Il y a une inadéquation entre les attentes à l'égard de ces services et les résultats. Exemple : dans l'agriculture, 70 000 personnes sont recherchées, dans les transporteurs, 40 000 chauffeurs sont recherchés, sans trouver. Beaucoup d'employeurs privilégient de passer par des sites d'annonces privés qui donnent des résultats souvent

jugés plus satisfaisants. Autre exemple, La Charente Libre a évoqué que le directeur d'un supermarché a recruté 4 gilets jaunes après avoir déposé des annonces à Pôle emploi restées insatisfaites plusieurs mois.

09 – Pour quelles politiques publiques ou pour quels domaines d'action publique seriez-vous prêts à payer plus d'impôts ?

Il ressort des échanges qu'il ne s'agit pas de payer plus d'impôts mais d'avoir une meilleure répartition entre les dépenses, entre les différents domaines ainsi qu'entre les contribuables. Il y a une volonté de mieux connaître la destination des impôts, l'utilisation des taxes prélevées.

10 – Seriez-vous prêt à payer un impôt pour encourager des comportements bénéfiques à la collectivité comme la fiscalité écologique ou la fiscalité sur le tabac ou l'alcool ?

Un participant relève que la fiscalité écologique devrait de plus en plus s'imposer du fait des conséquences des dérèglements climatiques (question de la qualité de l'eau, de la sécheresse, de la pollution atmosphérique, etc.). Certaines régions, certains pays sont déjà dans ce processus depuis longtemps, tel que la Hollande où la participation est obligatoire pour la création et l'entretien des digues. La fiscalité écologique va aller en grandissant.

11 - Y-aurait-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquels vous souhaiteriez vous expliquer ?

EMPLOI

-Si la réponse avait été sur une juste répartition du travail, une juste rémunération du SMIC, s'il y avait une valorisation des retraites, s'il y avait plus de revenus dans les revenus individuels, cela ferait de la recette. On ne peut pas occulter la question du revenu du travail et du revenu personnel.

Prime d'activité

-Harmonisation fiscale et sociale indispensable au niveau européen. La France doit se saisir de cette question dans le cadre des élections européennes qui viennent pour harmoniser les systèmes fiscaux et sociaux.

-Organisation régulière de ce type de débat où les personnes peuvent s'exprimer. Des élus font cependant remarquer que, y compris sur des sujets très locaux qui impactent directement la vie quotidienne des habitants, ce type de réunion, d'échanges peuvent être organisés mais que nos concitoyens ne répondent que faiblement au rendez-vous quand elles sont organisées en amont des projets dans des phases de concertation (notamment sur le PLU, certains travaux d'aménagement malgré les informations larges qui peuvent être faites par voie de presse, réseaux sociaux, affichage, parution sur le site de la commune...)

Une participante demande pourquoi.

Salaires maximum : que des chefs d'entreprise gagnent des millions ; il faudrait limiter.

La ruralité doit aussi être mieux prise en compte. « C'est un creveu-cœur de lire dans la presse la fermeture d'écoles faute d'élèves dans les communes. Ces enfants n'ont pas droit, au final, au même accès à la formation, à la culture dans le milieu rural. C'est une injustice, une inégalité contre laquelle il faudrait lutter. »